



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

aides soignants

Question écrite n° 13704

Texte de la question

M. Philippe Folliot * souhaite attirer l'attention de M. le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées sur la préoccupation des aides soignants concernant l'application des décrets du 4 mai 2002 portant sur la création des auxiliaires de la vie sociale. Les décrets du 4 mai 2002 ont mis en place le diplôme d'Etat des auxiliaires de vie sociale chargés d'améliorer les conditions de vie des patients restés à domicile et dont de nombreuses tâches incombent déjà aux aides soignants. Alors que la profession d'aide soignant ne dispose d'aucun référentiel métier ni diplôme d'Etat, l'inquiétude est grande, notamment pour les patients, de voir peu à peu les aides soignants disparaître au profit des auxiliaires de vie sociale qui n'ont pourtant pas la formation suffisante pour exercer les mêmes fonctions. Il demande donc au Gouvernement s'il envisage de donner à la profession d'aide soignant le statut qui depuis si longtemps lui fait défaut et mettre ainsi en place un diplôme d'Etat ou un référentiel métier pour la profession d'aide soignant.

Texte de la réponse

Le rôle des aides soignants découle des dispositions de l'article 2 du décret n° 93-345 du 15 mars 1993 relatif aux actes professionnels et à la profession d'infirmier. Conformément à ce texte, l'aide soignant intervient dans le cadre du rôle propre de l'infirmier, en collaboration avec lui et sous sa responsabilité, dans la limite de la compétence qui lui est reconnue du fait de sa formation. Diverses mesures sont intervenues ces dernières années pour tenir compte du rôle important que les aides soignants occupent au sein du système de soins, notamment auprès des personnes âgées. Ainsi, la formation initiale a été renouvelée et renforcée en 1994 et est désormais sanctionnée par un diplôme professionnel. Avant le 1er juillet 2003, un groupe de travail comprenant l'ensemble des représentants de la profession sera réuni afin d'examiner notamment l'élaboration d'un « référentiel-métier » qui pourrait constituer une première approche vers une reconnaissance professionnelle, en particulier dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, le ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées est tout à fait conscient des difficultés rencontrées pour le financement de la formation des aides soignants et il regrette vivement cette situation. Il est vrai que cette formation, d'une durée d'un an, est payante, contrairement à celle en soins infirmiers. Son coût peut varier de 2 135 euros à 3 050 euros selon les écoles qui sont attenantes aux instituts de formation en soins infirmiers ou au sein de ceux-ci. Cependant, des aides financières sont possibles, notamment le maintien du traitement au titre de la promotion professionnelle pour environ un quart des élèves agents de la fonction publique et des bourses d'études du ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées, attribuées par critères de ressources par les directions départementales des affaires sanitaires et sociales. Diverses possibilités d'aides financières sont également accessibles en sollicitant les ANPE, les ASSÉDIC, les conseils généraux ou régionaux.

Données clés

Auteur : [M. Philippe Folliot](#)

Circonscription : Tarn (3^e circonscription) - Union pour la Démocratie Française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 13704

Rubrique : Professions de santé

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 10 mars 2003, page 1758

Réponse publiée le : 16 juin 2003, page 4871